



ARRETE MUNICIPAL n°2023-51
Portant renouvellement d'une concession
dans le cimetière communal
Concession THERY

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu, le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et 2, L.2213-8 à L.2213-10, L.2223-13 à L.2223-18, R.2223-10 à R.2223-23,

Vu, la délibération du conseil municipal n°2021-052 du 02 juillet 2021 fixant les tarifs des renouvellements des concessions des cimetières municipaux de Grésy-sur-Aix pour l'année 2021,

Vu la demande de renouvellement formulée le 09 février 2023 par Madame Michelle THERY, domiciliée 01 rue Isaline à Aix-les-Bains,

Considérant qu'il est nécessaire de régler le renouvellement des concessions dans le cimetière communal.

Considérant que la concession n°24-G (3 places) délivrée le 22 octobre 1991 pour une durée de 30 (trente) ans à Monsieur Lucien THERY, concessionnaire originel est arrivée à échéance.

ARRETE

Article 1 La concession identifiée ci-dessus est renouvelée pour une période de 15 (quinze) ans à compter du 22 octobre 2021.

Article 2 : Le renouvellement par l'ayant droit sus-désigné est effectué pour l'ensemble des successeurs du concessionnaire originel.

Article 3 : Le renouvellement est accordé moyennant la somme de 500 € (sept cent euros) qui a été versé dans le caisse du percepteur municipal réparti comme suit :

- 333,33 € (trois cent trente-trois euros et trente-quatre centimes) pour la part commune suivant quittance n°du
- 166.67 € (cent soixante-six euros et soixante-sept centimes) pour la part CCAS suivant quittance n°du.....

Article 4 : un exemplaire du présent arrêté sera adressé aux bénéficiaires de la concession ainsi qu'au comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains.

Article 5 : Ampliation est faite à :

- Monsieur le Maire de Grésy-sur-Aix
- Monsieur le Comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains
- Madame Michelle THERY

Fait à Grésy-sur-Aix, le 07 mars 2023

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 08/03/2023
Notifié à l'intéressé le : 08/03/2023
Certifié exécutoire le : 08/03/2023



« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.